



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Réf: 25-096

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
Service de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et de la concertation publique

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLEMENTAIRE
PORTANT MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION DE LA SOCIÉTÉ SUEZ RV
MNF SUR LA COMMUNE D'ISIGNY-LE-BUAT**

**LE PRÉFET DE LA MANCHE,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment le titre VIII du livre 1er du code de l'environnement et les titres 1er et 4 du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'article R 181-46 du code de l'environnement concernant les modalités d'instruction d'une demande de modification d'un site soumis à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2003 autorisant la société SIREC à exploiter des installations de traitement et de recyclage de déchets sur la commune d'Isigny-le-Buat ;

Vu le courrier du 10 octobre 2016 par lequel la société SIREC informe du changement de dénomination sociale, celle-ci devenant Suez RV Grand Ouest Métaux ;

Vu le courrier du 26 janvier 2018 par lequel Suez RV Grand Ouest Métaux informe du changement d'exploitant au profit de la société Suez Recyclage Valorisation Métaux Non Ferreux ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 novembre 2019 modifiant les prescriptions d'exploitation ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 avril 2022 modifiant les prescriptions applicables à l'établissement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 novembre 2022 modifiant les conditions d'exploitation et portant agrément d'exploitant de centre VHU ;

Vu le rapport d'inspection du 20 février 2025 consécutif à la visite du 29 janvier 2025 ;

Vu le dossier déposé par la société Suez Recyclage Valorisation Métaux Non Ferreux (Suez RV MNF) en date du 25 février 2025 et complété le 23 mars 2025 demandant d'une part une modification des conditions d'exploitation concernant l'ajout d'une activité de désassemblage de batterie Lithium ions au sein du bâtiment existant appelé « AGS » et d'autre part l'autorisation de rupture de traçabilité entre les déchets de métaux entrant et sortant du site ;

Vu l'avis du SDIS en date du 28 mars 2025 sur le projet d'arrêté ;

Vu la transmission du projet d'arrêté à l'exploitant en date du 7 avril 2025 ;

Vu l'avis de l'exploitant en date du 11 avril 2025 sur ce projet d'arrêté ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 avril 2025 ;

Vu le courrier du 14 mai 2025, notifié à l'exploitant le 16 mai 2025, l'invitant à formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté dans un délai de 15 jours à compter de la réception du courrier dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Vu l'absence d'observation formulée ;

CONSIDÉRANT que l'activité de désassemblage de batterie Lithium ions n'impacte pas l'intégrité du module des batteries et relève en conséquence de la rubrique ICPE relative au transit de déchets dangereux n°2718 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant est d'ores et déjà autorisé à exercer une activité de transit de déchets dangereux sous le régime de l'autorisation dans la limite d'une quantité maximale de 45 tonnes sur la totalité du site ;

CONSIDÉRANT que le projet n'entraîne pas de modification de classement au titre des rubriques ICPE et les capacités autorisées pour ce site ;

CONSIDÉRANT que le projet consiste à exercer cette activité au sein du bâtiment AGS au sein duquel il était auparavant exclusivement exercé du transit de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) (rubrique ICPE 2711) et du transit de métaux (rubrique ICPE 2713) ;

CONSIDÉRANT que le transit de batteries lithium ions comporte des risques différents du transit des déchets sus-cités en particulier en matière de prévention et de gestion du risque incendie ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a présenté dans son dossier les moyens et dispositifs internes visant à prévenir le risque d'incendie jugés comme suffisants ainsi que des modélisations de flux thermiques montrant l'absence de risque de propagation aux autres activités du site et l'absence de sortie des flux thermiques en dehors des limites du site ;

CONSIDÉRANT que cette modification peut être considérée comme notable non substantielle au sens de l'article R181-46 du code de l'environnement au regard de l'autorisation déjà détenue et de l'activité déjà exercée ;

CONSIDÉRANT qu'il convient cependant d'encadrer les modalités d'exploitation en raison du risque incendie particulier lié aux batteries lithium ions ;

CONSIDÉRANT que les préconisations émises par le SDIS ont été prises en compte ;

CONSIDÉRANT que la perte de traçabilité des déchets concernés par la demande de l'exploitant n'est pas de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés aux articles L.511-1 et L.541-3 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société Suez Recyclage Valorisation Métaux Non Ferreux (Suez RV MNF), représentée par son Président, dont le siège social est situé ZA Le Grand Chemin 50540 ISIGNY-LE-BUAT, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté. Celles-ci viennent compléter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2003 modifié encadrant l'exploitation de ses installations situées ZA Le Grand Chemin – rue du Mortainais – 50540 ISIGNY LE BUAT.

Article 2 :

L'exploitant est tenu de respecter les modalités d'exploitation présentées dans le dossier du 25 février 2025 dont le plan de localisation des installations repris en annexe 1 de cet arrêté. L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 sus-visé.

Article 3 :

Afin d'éviter un risque de propagation dans le cas d'un départ de feu, l'exploitant doit respecter les interdictions de stockage présentées dans le plan de l'annexe 2 à savoir :

- interdiction de stocker des matières ou des équipements autres que ceux prévus pour l'activité de désassemblage et présentées dans le plan de l'annexe 1, au sein des zones présentées en jaune dans le plan de l'annexe 2,
- interdiction de stocker des matières combustibles au sein des zones présentées en rouge dans le plan de l'annexe 2.

Article 4 :

L'exploitant est autorisé à réaliser une activité de désassemblage de batteries lithium ions au sein du bâtiment « AGS » du site d'Isigny-le-Buat pour un tonnage maximum présent de 10 tonnes de batteries. Ce tonnage est inclus dans le tonnage maximal autorisé de déchets dangereux de 45 tonnes pour l'ensemble du site (parties sud et nord).

Seules les batteries lithium ions de véhicules électriques en fin de vie non endommagées provenant d'entreprises et de réseaux professionnels du secteur de l'automobile sont autorisées à rentrer sur le site afin d'y subir une opération de désassemblage sans que cette opération ne touche à l'intégrité des modules et des cellules lithium ion les composants. La présence au sein du bâtiment « AGS » d'autres batteries est interdite (y compris celles qui sont endommagées ou provenant de l'activité de dépollution de véhicules hors d'usage (VHU) également exercée sur ce site par l'exploitant).

L'exploitant n'est autorisé à accepter que des batteries accompagnées d'un bordereau de suivi de déchets dangereux émis par leur producteur initial via la base de donnée nationale prévue à cet effet par l'article R.541-45 du code de l'environnement (Trackdéchet à la date de signature des présentes prescriptions).

L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées, un bilan des 6 premiers mois après le démarrage de cette activité, présentant notamment les flux de déchets ayant transité, les éventuels incidents rencontrés et le retour d'expérience issu de cette phase test.

Ce bilan doit être fourni dans un délai de 3 mois maximum après les 6 mois de démarrage de l'activité.

Sauf événement exceptionnel et indépendant de l'exploitant, la décharge profonde des batteries est réalisée le jour de leur arrivée sur le site de manière à éviter que des batteries présentant une charge résiduelle ne soient présentes en période nocturne. Chaque événement exceptionnel doit être consigné.

L'exploitant s'organise pour que les flux entrant soient équivalents aux flux sortant afin de maintenir au plus bas le stock présent sur site et d'assurer en permanence un tonnage inférieur au seuil de 10 tonnes.

Un contrôle thermographique des batteries et un contrôle visuel approfondi sont réalisés au moment du déchargement des batteries des camions sur le site. L'exploitant s'assure régulièrement du bon fonctionnement de l'outil de mesure utilisé pour ce contrôle thermique. Les éventuels refus sont consignés.

Deux dispositifs, de volume suffisant et fonctionnels en permanence, permettent d'immerger totalement et rapidement les batteries ou les modules en cas d'incident. Le bon fonctionnement de ces dispositifs est contrôlé au moins tous les mois.

Le site est équipé de caméras thermographiques permettant de surveiller l'ensemble de la zone de transit de ces batteries. Elles sont reliées à un dispositif de télésurveillance et de gardiennage.

Le bâtiment « AGS » où sont entreposés les batteries dispose de dispositifs de désenfumages répondant au minimum aux dispositions suivantes :

Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :

- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m²,
- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des bâtiments.

Les commandes d'ouverture sont soit automatiques, soit manuelles et placées à proximité des accès.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est soit réalisé en cas d'ouverture automatique par remplacement du fusible, soit en cas d'ouverture manuelle possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas d'un bâtiment divisé en plusieurs cantons ou cellule.

Ces dispositifs doivent faire l'objet d'une présentation au SDIS pour avis, avant la mise en service de l'activité de désassemblage.

Article 5 :

L'exploitant est autorisé à pratiquer une rupture de traçabilité entre les déchets dangereux de batteries Li-Ion de véhicules électriques entrantes dans l'atelier de désassemblage (AGS) de son site d'Isigny-le-Buat référencé à l'article 1^{er} du présent arrêté, conformément à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 sus-cité, uniquement avec les fractions de déchets non dangereuses et autres fractions rejoignant les stocks internes d'autres activités du site (métaux, câbles, cartes électroniques, plastiques, etc) issus du désassemblage.

La rupture de traçabilité entre les batteries entrantes et les modules sortants n'est pas autorisée et doit être maintenue dans la mesure où il ne s'agit pas d'une transformation

importante de déchet, en particulier cette opération n'entraîne pas une impossibilité d'identification des modules même lorsque ceux-ci font d'objet d'un regroupement.

L'exploitant est autorisé à pratiquer une rupture de traçabilité entre les déchets de métaux entrant et sortant du site.

Article 6 :

Cet article remplace les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 novembre 2022.

En application de la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte publiée le 24 octobre 2023 abrogeant les garanties financières pour les installations visées au 5° du R516-1 du code de l'environnement, l'installation Suez RVMNF située à Isigny le Buat n'est plus soumise à l'obligation de constitution de garanties financières.

Article 7 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de CAEN.

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2°) par un tiers intéressé en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairie des dits actes dans les conditions prévues à l'article 4 du présent arrêté ;

- la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans la Manche prévue à l'article 4 du présent arrêté.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire également l'objet d'un recours gracieux et hiérarchique dans le délai de deux mois. Dans ce cas, les délais mentionnés en 1°) et 2°) sont prolongés de deux mois.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible via le site internet www.telerecours.fr

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux, de notifier son recours au préfet et au bénéficiaire de la décision.

La notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Elle est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 8 : Publicité

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Manche www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie de l'arrêté sera adressée, pour information, au maire d'Isigny-le-Buat.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'Isigny-le-Buat pendant une durée minimum d'un mois. Un certificat d'affichage du maire attestera l'accomplissement de cette formalité.

Article 9 : Exécution

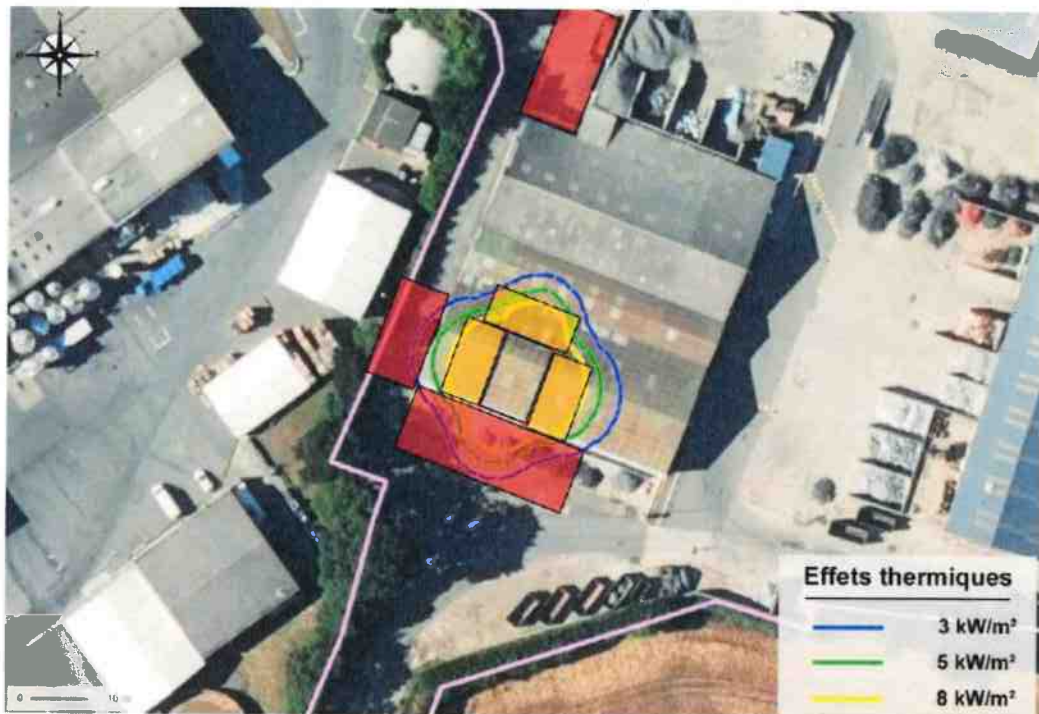
La secrétaire générale de la préfecture, le maire d'Isigny-le-Buat la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que la société Suez Recyclage Valorisation Métaux Non Ferreux (Suez RV MNF) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Lô, le 30 MAI 2025

Pour le Préfet,
La Secrétaire générale


Perrine SERRE

Annexe 2 : Plan des zones d'incompatibilité des stockages vis-à-vis des flux thermiques modélisés



*Zone rouge : Interdiction de stocker de la matière combustible

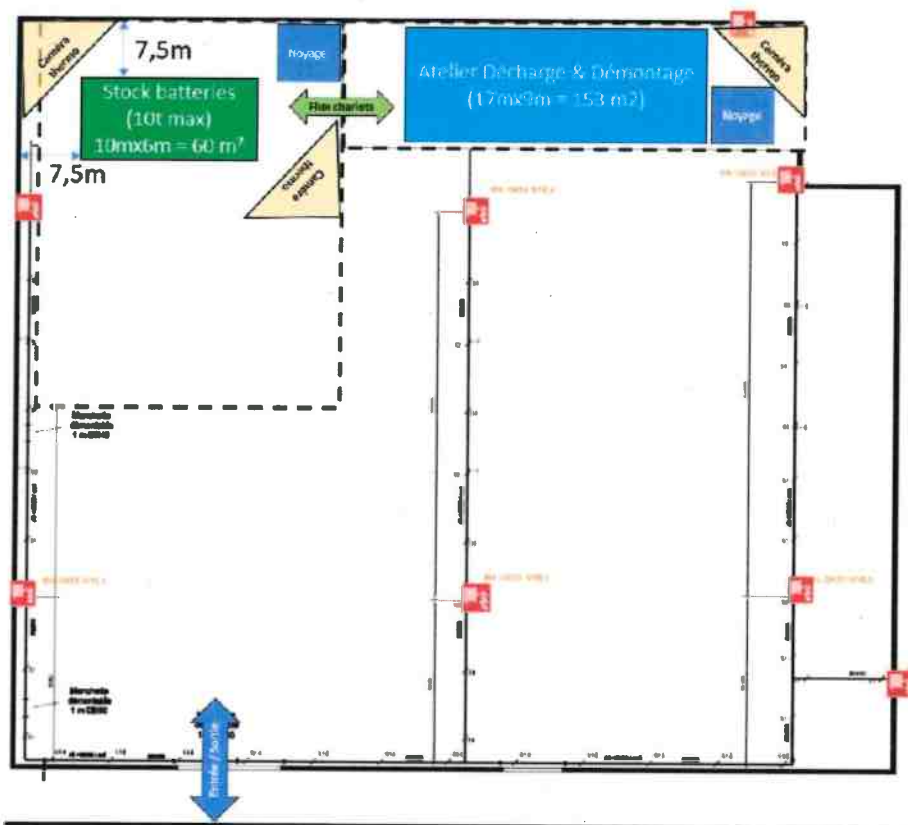
* Zone orange : Interdiction de stocker de la matière et/ou des équipements

30 MAI 2025

Pour le Préfet,
La Secrétaire générale

Perrine SERRE

Annexe 1 : Plan des installations liées au désassemblage de batterie



30 MAI 2025

Pour le Préfet,
La Secrétaire générale

Perrine SERRE

